



Groupe des Ecologistes et
Républicains

Séance du Conseil Général du 20 novembre 2014
Débat d'orientation budgétaire 2015

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Cette séance se déroule dans un contexte particulier et une actualité chargée. D'abord elle se déroule quelques jours après de nouvelles intempéries qui ce week-end ont entraîné la mort de plusieurs Gardois et nous nous associons à la peine des familles durement touchées. Cela nous rappelle la nécessité absolue de la prévention et de la sensibilisation des populations. La conscience du risque, que nous développons, doit aider les gardois à évaluer le danger, lorsqu'ils sont confrontés à des situations particulières et très localisées telles que celles que nous avons connues récemment. C'est très important car, d'abord, on ne peut pas tout prévoir. Il y a toujours une part résiduelle de risque et puis, il faut le dire, si les phénomènes cévenols existent depuis la nuit des temps, la répétition de ces phénomènes particuliers que nous connaissons aujourd'hui, est, elle, on le sait maintenant, liée au dérèglement climatique et malheureusement, cela risque fort de se renouveler. Je ne vais pas m'appesantir sur cette dimension puisque nous en avons parlé, (de cette nécessaire prise de conscience collective), lors de la présentation du rapport sur le Plan Climat départemental.

Avant d'intervenir sur les orientations politiques et budgétaires de notre collectivité, je voudrais saluer la mémoire de Rémi Fraisse et revenir un instant sur les événements tragiques de Sivens.

- *Parce que la mort du jeune militant, dans la nuit du 25 au 26 octobre, a été choquante pour nombre d'entre-nous ;*
- *Parce qu'il aura fallu attendre la mort de ce jeune homme pour que sortent les études et les avis plus que réservés sur ce projet ;*
- *Parce qu'elle nous amène à nous positionner sur le modèle agricole qu'on veut soutenir sur et pour nos territoires ;*
- *ET Parce qu'elle soulève le problème de la méthode d'élaboration des projets d'aménagement : en effet, je m'interroge sur les conditions qui ont permis l'émergence de ce projet au sein du conseil général du Tarn et imagine bien toute la difficulté pour le seul élu de sensibilité écologiste de la collectivité, de peser sur ce type de décisions. Et je mesure aussi que nous ne sommes pas, ici, dans la même configuration. En effet, notre position de groupe écologiste au sein de la majorité de gauche nous permet de participer à l'élaboration des politiques départementales en proposant des mesures alternatives et concrètes, et de peser dans les débats que nous avons. La concertation, y compris citoyenne, qui a manqué pour Sivens, et à laquelle nous sommes particulièrement attachés est une de ces mesures. C'est dans cet esprit que nous avons participé à la majorité jusqu'à présent et que nous avons la volonté de poursuivre pour 2015, sous la présidence de Jean Denat.*

D'ailleurs, pour faire le lien avec débat budgétaire, Je voudrais d'abord dire que nous avons réellement apprécié la méthode mise en œuvre pour aborder ce budget. La volonté de concertation du président et le travail important des services nous ont permis une co-élaboration de nos politiques mises en oeuvre au sein de la majorité départementale et, par conséquent, une validation conjointe des grandes orientations de ce budget.

Pour autant, nous abordons le budget 2015 avec, toujours les mêmes tendances, lourdes de conséquences, à savoir les baisses de dotations de l'Etat et la hausse des besoins des populations gardoises qu'il s'agisse des personnes âgées, des personnes handicapées, des familles ou des personnes en situation précaire.

Sur le plan national, nous ne pouvons que regretter la politique de l'Etat qui entend baisser de 3,5 milliards les dotations aux collectivités. C'est cette orientation politique d'austérité qui a amené les parlementaires écologistes à ne pas voter le budget, attendant plus d'un gouvernement socialiste.

Mais nous savons aussi faire la part des choses, et si nous critiquons cette politique au niveau national, et bien, au niveau départemental, nous savons que nous la subissons ensemble et que nous devons construire notre budget avec cette contrainte, et avec la volonté intacte de répondre au mieux aux besoins des gardois.

Sans brosser tout le DOB, je vais revenir sur quelques axes et dossiers qui nous tiennent à cœur :

- L'intervention sociale, qui représente la plus grande partie du budget du département, touche une partie importante de la population, et cela concerne

plusieurs centaines d'établissements, de services et d'associations ce qui représente au final beaucoup d'emplois dans le département. Ce sont des politiques qui ont évolué au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux besoins, ainsi on retrouve, par exemple, dans le schéma prorogé concernant les personnes âgées, de nouvelles formules d'offre de logement comme les Maisons en partage ainsi que la création de MAIA pour faire face au quotidien de la maladie.

- C'est un défi de poursuivre notre politique de solidarité et de cohésion sociale en la diversifiant en faveur des gardois pour 2015 avec les contraintes budgétaires que l'on a évoquées. Pour y parvenir, nous devons poursuivre nos efforts de partenariat avec l'Etat, les collectivités, le milieu associatif, et nous devons renforcer la transversalité entre les différentes missions et services de la collectivité.

- Ces politiques sociales doivent trouver leur déclinaison locale dans les projets sociaux de territoire où devraient être impliqués les services, les élus et les acteurs du territoire concerné. Nous pouvons attendre de cette gouvernance, que nous appelons de nos vœux, une meilleure articulation de nos politiques sociales, économiques et d'insertion, et plus globalement, une meilleure efficacité de nos politiques et de nos choix. Par exemple et parce que c'est un enjeu à l'échelle des territoires, la transversalité entre l'emploi, l'insertion et l'action sociale remet en perspective la place des Relais Emploi. Avec les CMS, ils sont des leviers indispensables pour l'ensemble de nos actions, des lieux de citoyenneté où les personnes trouvent un soutien pour agir sur leur devenir, pour avancer dans leur projet professionnel. Le maintien, voire le renforcement des relais emplois est indispensable au moment même où il y a abandon du marché de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

On ne retrouve pas l'inscription explicite des relais emploi dans le DOB pour 2015, mais je suppose qu'ils doivent être compris dans l'axe 4 « Développer les actions spécifiques en direction des personnes rencontrant des difficultés particulières pour trouver un emploi » ; il y a 3 petits points (après l'exemple des journées de l'emploi), les relais auraient mérité de figurer là, surtout au vu du taux de chômage départemental de 13,7 % .

De même, nous réaffirmons notre volonté de voir se poursuivre la concertation avec les associations d'insertion touchées par l'arrêt de l'accompagnement des personnes bénéficiaires du RSA. Certaines de ces associations ont porté à la connaissance de la collectivité des projets que nous devons étudier ensemble. C'est en construisant nos politiques sociales avec celles et ceux qui les font vivre sur les territoires que nous avons jusqu'ici permis que nos dépenses sociales soient efficaces et humaines. Nous devons à tout prix poursuivre nos efforts dans ce sens.

Pour nos territoires, nous réaffirmons également que la culture est un élément structurant de notre politique départementale autant pour les individus que pour le bien vivre ensemble, et qu'en plus, elle est porteuse d'une dynamique économique, créatrice d'emplois. Nous faisons aujourd'hui le constat que le département est l'acteur majeur pour le développement culturel local, surtout en milieu rural. Nous nous félicitons de cet engagement qu'il nous faut conserver autant que possible pour 2015. Je pense notamment à nos efforts pour l'accès à la lecture pour tous, je pense aux aides apportées à la création et à la diffusion qui font vivre l'art et les artistes dans notre département et jusque dans nos collèges avec le dispositif « Artistes au Collège ». Nos choix budgétaires précis devront tenir compte de l'importance de ces axes de notre politique culturelle.

Pour l'avenir de nos enfants dans notre département, nous devons également nous préoccuper de notre environnement. Le Gard est en pointe dans l'agriculture biologique, cela doit rester une priorité dans notre politique d'aides dans ce domaine, en privilégiant toujours l'agriculture paysanne et familiale plutôt qu'agro-industrielle.

Nous nous appuyons pour cela sur des partenaires tels que le Civam, l'Adearg, des services de la Chambre d'agriculture. Mais, vivre de l'agriculture est parfois très difficile et certains exploitants sont en très grande difficulté. L'agri-tourisme est parfois un complément important de revenus, mais l'aide de type social est parfois nécessaire, ponctuellement. Alors, au-delà des services sociaux, il est important de pouvoir s'appuyer sur des partenaires comme Solidarité Paysans pour accompagner ces agriculteurs. Nous le faisons aujourd'hui, nous devons poursuivre dans ce sens.

Enfin, et plus largement, si aujourd'hui nous sommes dans une période de bilan de mandature, nous nous projetons aussi vers l'avenir. Aussi, pour 2015, face aux nombreux défis que nous aurons à relever, il nous faut reconduire une majorité de gauche, plurielle et nous souhaitons d'ores et déjà nous inscrire dans cette prochaine étape en rappelant les priorités qui seront les nôtres pour 2015.

Outre le fait de maintenir autant que possible les politiques que nous menons aujourd'hui au niveau de qualité que nous connaissons, nous devons nous saisir d'enjeux forts pour le territoire, comme la récente loi relative à l'Economie Sociale et Solidaire. Nous souhaitons que le département joue un rôle de chef de file dans ce domaine afin d'organiser et de coordonner la mise en place de ces nouvelles mesures.

Nous pensons également que nous devons nous saisir collectivement des enjeux liés à la transition énergétique sur nos territoires. Le déblocage de 5 milliards d'euros annoncé par la ministre de l'écologie va nous permettre de renforcer notre politique en matière de développement durable, comme les déplacements doux, le soutien à l'agriculture biologique et d'aller plus loin dans cette voie.

Voilà, ce sont autant d'enjeux dont nous aurons à nous saisir dans un contexte d'incertitude quant au devenir des départements. Le cas échéant, nous serons, de fait, les mieux placés pour accompagner le transfert des politiques départementales vers la région ou les intercommunalités. Mais l'histoire des départements n'est pas encore scellée et quoi qu'il en soit, nous devons faire preuve d'anticipation et de force de conviction afin de garantir à nos politiques leur maintien au plus haut niveau d'exigence, en ayant pour objectif principal que les changements éventuels affectent le moins possible le quotidien des gardois.
